

celui-ci a dit qu'il voulait continuer son discours sans être interrompu. Alors!

**L'hon. M. Lesage:** C'est parce qu'il avait oublié...

**M. Dufresne:** Monsieur l'Orateur, je ne veux pas être obligé de répondre à une foule d'interruptions.

**L'hon. M. Lapointe:** Où étiez-vous lors de l'élection partielle de la Beauce?

**M. Dufresne:** Monsieur l'Orateur, je veux en arriver à dire à la face du Canada tout entier que le parti libéral, qui se vante d'administrer le budget fédéral de façon à pouvoir fournir au peuple toutes les lois sociales dont il bénéficie, trompe effrontément le peuple canadien.

Il paie les allocations familiales, c'est vrai; il distribue des pensions de vieillesse, ce n'est pas moins vrai; il contribue par des octrois à l'amélioration de la santé publique et à l'éducation, c'est toujours vrai. Mais ce qui est encore plus vrai, cependant, et que le peuple doit savoir, c'est que cette générosité du gouvernement libéral fédéral se fait avec l'argent des provinces, argent qu'on leur a soutiré, par des moyens que le Règlement de la Chambre ne me permet pas de qualifier, et qu'on refuse de leur remettre malgré les engagements les plus solennels, engagements qu'aujourd'hui on foule aux pieds de la même façon qu'Hitler foulait aux pieds, en 1939, ses engagements envers la Pologne. En un mot, on distribue ici et là, avec prodigalité, de l'argent qui n'appartient pas au gouvernement fédéral mais que,—pour employer l'expression même du sénateur libéral M. Jacob Nicol,—on a volé aux provinces.

Et la preuve, monsieur l'Orateur, que par ces lois sociales on n'a jamais voulu rien de moins que d'accaparer les votes et la confiance du peuple canadien, c'est qu'au cours de toutes les élections qui ont été tenues depuis la fin de la guerre, on a délibérément détourné l'attention de la population et des électeurs des réels problèmes d'une administration qui, petit à petit, anéantit notre stabilité économique. Les seuls sujets discutés furent ceux qui procurent à certaines classes de la société des avantages pécuniaires, lesquels, je le répète, sont distribués avec de l'argent qu'on a soutiré aux provinces et qu'on se refuse à leur rendre.

Et aujourd'hui, comme résultat d'une administration inconséquente, ce même gouvernement, responsable d'une des pires crises de chômage qui sévissent en notre pays, pousse le cynisme jusqu'à refuser de faire face à ses responsabilités. Alors qu'en 1945 les prestations de chômage furent instituées, prestations auxquelles le travailleur a droit,

[M. l'Orateur.]

puisqu'il en partage le coût avec son employeur, le gouvernement fédéral s'engageait à prendre à sa charge les conséquences qui pourraient résulter d'une crise de chômage, comme celle à laquelle nous faisons face aujourd'hui.

Alors qu'au moment où je parle plus de 700,000 Canadiens ploient lourdement sous le poids de leurs misères et ne peuvent trouver un emploi, alors que ces chômeurs forcés s'agitent et réclament à grands cris les travaux nécessaires à leur subsistance et à celle de leur famille, nous assistons ici à un spectacle triste et honteux.

Nous assistons au spectacle d'un gouvernement libéral qui refuse de prendre les responsabilités qu'il s'est engagé d'assumer et qui pratique, avec une aisance effrontée, le jeu de football, ajoutant pendant tout ce temps un nouveau fardeau au chagrin et à la misère de ceux qui chôment.

Maintenant qu'il est temps plus que jamais d'empêcher les Canadiens de crever de faim, on se moque des protestations énergiques que nous adressons. Que font tous ceux qui ont véritablement le sens de l'honneur et ont à cœur le bien-être du peuple canadien?

Pendant que dans des milliers de foyers, on a faim, car la misère et la pauvreté s'y sont installées en maîtresses, pendant que dans ces mêmes foyers des petits enfants manquent du nécessaire et sont sous-alimentés, pendant que l'on réclame pour eux, non pas l'abondance mais au moins de quoi les empêcher de mourir, nous avons devant nous le triste spectacle de députés libéraux,—élus pour la plupart par ces infortunés chômeurs,—qui se moquent de nos revendications. Ils affichent, monsieur l'Orateur, par leur attitude à l'endroit des sans-travail, un mépris souverain dont ces derniers se souviendront, j'en suis sûr, lors de la prochaine consultation populaire.

Le gouvernement libéral, maintenant qu'il doit faire face à cette triste et honteuse réalité qu'est le chômage, dans un pays aux ressources illimitées comme le nôtre, se refuse, je le répète, à faire face à ses responsabilités. Il veut les faire partager par les autres dans une proportion telle qu'il leur sera impossible d'y consentir, ce qui lui permettra, une fois de plus, de faire retomber sur les autres le blâme qu'il n'a pas le courage d'endurer ou d'envisager.

A-t-on déjà vu gouvernement plus inconséquent, plus effronté, pour ne pas dire plus, que celui qui sabote présentement les destinées de ce grand pays?

Non content de retirer presque tous les revenus du pays, privant ainsi les provinces et les municipalités des ressources nécessaires à leur administration, il veut maintenant